



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Collectif-Stop-Uranium-a-l-adresse-des-listes-j>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau

en action > Campagnes et mobilisations nationales > Archives campagnes > Campagnes et mobilisations 2015 > Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! > Blog de campagne > **Collectif Stop Uranium à l'adresse des listes "J'aime Narbonne" et "Narbonne à gauche"**

12 mars 2014

Collectif Stop Uranium à l'adresse des listes "J'aime Narbonne" et "Narbonne à gauche"

Le collectif STOP-Uranium, qui a organisé un blocage du site de Malvési en juin et un blocage de camion en septembre a reçu le soutien de nombreuses personnalités politiques qui ont signé la pétition "nous sommes tous des bloqueurs d'uranium". Fort de ces soutiens, il interpelle les candidats des listes de gauche aux élections municipales de Narbonne, en demandant aux candidats locaux d'être cohérents avec les positions qu'ont prise leur parti au niveau national en signant ce texte de soutien.

Bonjour,

Vous savez certainement que le 12 septembre 2013, 40 personnes du collectif Stop Uranium ont bloqué un camion chargé d'uranium à sa sortie de l'usine Areva-Comurhex de Malvési, située aux portes de Narbonne. Cette action visait à dénoncer les risques des convois radioactifs qui sillonnent quotidiennement la région, et le secret dans laquelle ils s'opèrent. Ni les maires ni les populations ne sont informés : une moyenne de 3 à 5 camions par jour chargés d'UF4 (Tétrafluorure d'uranium) empruntent les autoroutes A9 et A7 entre Narbonne et Pierrelatte (Drôme), s'arrêtant sur les aires de repos et côtoyant les usagers de la route...

Au delà de ces transports nous dénonçons l'usine AREVA de Narbonne pour ses méthodes : elle fonctionne dans l'opacité, au mépris de la santé de ses salariés, et de la population environnante impactée de Narbonne à Carcassonne, par les nuisances du site. De multiples incidents et accidents ont eu lieu, toujours minimisés : rupture de digue, déraillement de train, déversements de boues radioactives dans l'environnement, travailleurs contaminés, certains décédés à ce jour, transports dangereux incessants, aucun plan de gestion des déchets malgré les demandes de l'Autorité de Sûreté du Nucléaire, fonctionnement dans l'illégalité pendant plusieurs années sans statut d'INB (Installation Nucléaire de Base)...

À l'issue de cette action de blocage seule Terry Morantin, a été arrêtée et inculpée, risquant deux ans d'emprisonnement et 4500 euros d'amende. En solidarité avec notre camarade, et pour souligner le caractère collectif et politique de l'action, vingt-deux autres militants ont demandé leur comparution volontaire.

Les militants revendiquaient le statut de lanceur d'alerte face à une industrie opaque, dangereuse et antidémocratique. Le 20 février, en seconde audience au TGI de Narbonne, Terry a été reconnue coupable de l'entrave à la circulation, mais dispensée de peine !

Un moment fort de ce procès fut le réquisitoire du procureur soutenant explicitement les porteurs d'alerte.

Ses propos rapportés par l'Indépendant du 21 février :

Le procureur David Charmatz a tenu à saluer, au sens large, l'esprit du militantisme. "De toutes les libertés, le droit des militants est un principe que je respecte profondément", assure-t-il. "C'est aussi grâce aux militants que la société évolue et progresse. Notre pays s'est en partie construit par l'action de gens qui violent parfois la loi de façon non grave, pour faire avancer les choses dans le bon sens".

Saluons les propos de ce procureur, reconnaissant ainsi le bien fondé d'une action d'alerte citoyenne dont l'objectif est d'informer une population laissée dans l'ignorance, pour les besoins d'une industrie qui ne perdure que grâce à la politique du secret qui la caractérise depuis toujours.

En signant la pétition "nous sommes tou-te-s des bloqueur-se-s d'uranium !", plus de 8500 personnes, et de nombreuses personnalités nous ont apporté leur soutien.

Parmi ceux qui se sont déclarés « Bloqueur-euses d'uranium » en soutien aux 23 de Malvés, plusieurs partis politiques représentés sur vos listes (Le Parti de Gauche, Ensemble, les têtes de listes autonomes EELV aux élections municipales 2014) et de nombreux responsables issus de vos rangs : Ainsi nous ont soutenus (dans le désordre) : Julien Bayou, porte-parole EELV - Marine Tondelier, référente sur la question du nucléaire pour EELV - Sandrine Rousseau, conseillère régionale EELV - José Bové, député européen, EELV - Denis Baupin, député EELV - Jean-François Caron, président l'association FEVE (fédération des élus Verts et écologistes) - Robert Rochaud, Maire Adjoint à Poitiers - Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV - Josiane Madelaine, Conseillère Régionale de Lorraine, Groupe EELV, membre de la CLI de Cattenom - Julie Del Papa, co-présidente de la commission écologie du Parti de Gauche - Martine Billard, co-présidente du Parti de Gauche - Corinne Morel Darleux, secrétaire nationale du PG à l'écologie, conseillère régionale en Rhône-Alpes - Clémentine Autain, Porte-Parole nationale Ensemble - Myriam Martin, Porte-Parole nationale Ensemble - Roland Mérieux, Équipe d'animation Ensemble, Exécutif des Alternatifs - Mathieu Agostini, co-président de la commission écologie du Parti de Gauche - Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de Gauche et député européen. La liste complète.

Nous nous félicitons de ces soutiens, de l'issue du procès, de la formidable mobilisation déployée autour de notre action de blocage et de la médiatisation qu'elle aura suscitée (reportages FR3, reportage Arte, une émission de Terre à terre consacrée à la Comurhex de Malvés sur France Culture, de nombreux articles dans la presse locale...).

Nous avons ainsi contribué à faire sortir de l'ombre une usine que, même à Narbonne, beaucoup ne connaissent pas. Nous nous réjouissons de la réussite de la soirée-débat du 19 février, au Café de la Poste, du brillant exposé de Bruno Chareyron (CRIIRAD), et de la forte présence des narbonnais (plus de 100 personnes dont certaines n'ont pas pu entrer par manque de place). Nous continuerons notre devoir d'information. Il est inacceptable de laisser AREVA-Comurhex fonctionner dans le manque de transparence qui la caractérise.

Nous comptons inviter les travailleurs de l'usine à une rencontre pour enclencher une discussion autour de la problématique du nucléaire et son impact sur la population, sans évacuer les questions liées à l'emploi et les solutions possibles, qui seraient bénéfiques pour tous.

M. Jacques Bascou, maire de Narbonne, présent à la soirée au Café de la Poste, nous a assuré, si il est réélu, de nous prêter une des salles au Palais du travail afin d'organiser le grand débat que la ville de Narbonne et ses habitants méritent. Nous saisisons cette occasion.

Quelque soit l'issue des élections municipales, nous nous adressons à vous, pour vous demander, si, comme les nombreux responsables politiques ci-dessus (dont certains vous sont proches), nous pouvons compter sur votre soutien dans cette mission d'information citoyenne et de lanceurs d'alerte. Êtes-vous prêt à vous engager à tout mettre en œuvre afin que les narbonnais soient désormais pleinement informés des activités et de l'impact de l'usine AREVA-Comurhex de Malvési, comme ils sont en droit de l'attendre ?

Conscient de l'omerta régnant autour de cette usine dans la ville de Narbonne, c'est un acte de courage politique que nous attendons de votre part et une réponse claire.

Dans l'attente de cette réponse, veuillez recevoir, nos sincères, mais néanmoins vigilantes, salutations.

Le collectif Stop uranium, le 12 mars 2014

Contacts :

- ▶ Emma Cowley : emma.cowley11@gmail.com - 06 27 81 82 65
- ▶ Didier Latorre : didier.latorre@free.fr - 06 38 81 98 06

Autres liens :

- ▶ CRIIRAD > [Le site Comurhex-Areva de Malvési](#)
- ▶ Émission "Terre à Terre" de France Culture > [La raffinerie d'uranium Comurhex de Malvési](#)